

JOURNEES DE L'ECONOMIE  
LYON 8-10 NOVEMBRE 2016

TABLE-RONDE

Les sanctions économiques :  
des habits neufs, une efficacité toujours contestée

**Les sanctions à l'encontre de la Russie.  
La poursuite de la paix par d'autres moyens**

# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## Pourquoi des sanctions ?

### Conseils aux voyageurs : Ukraine (extraits)

#### Zones formellement déconseillées

1. Il est formellement déconseillé de se rendre dans la zone du Donbass qui échappe au contrôle gouvernemental (certains secteurs des oblasts de Donetsk et de Lougansk), ainsi qu'aux abords immédiats de la ligne de contact. Des affrontements se déroulent dans ces zones et les bombardements sont fréquents sur la ligne de front par ailleurs fluctuante. L'accès aux zones échappant au contrôle gouvernemental est soumis à un régime spécial d'autorisation.

2. La zone frontalière avec la Russie : les autorités ukrainiennes interdisent l'accès du reste du pays aux étrangers entrés en Ukraine par la frontière ukraïno-russe actuellement sous contrôle des séparatistes.

(Ministère des Affaires et du développement international, consulté le 29 octobre 2016)

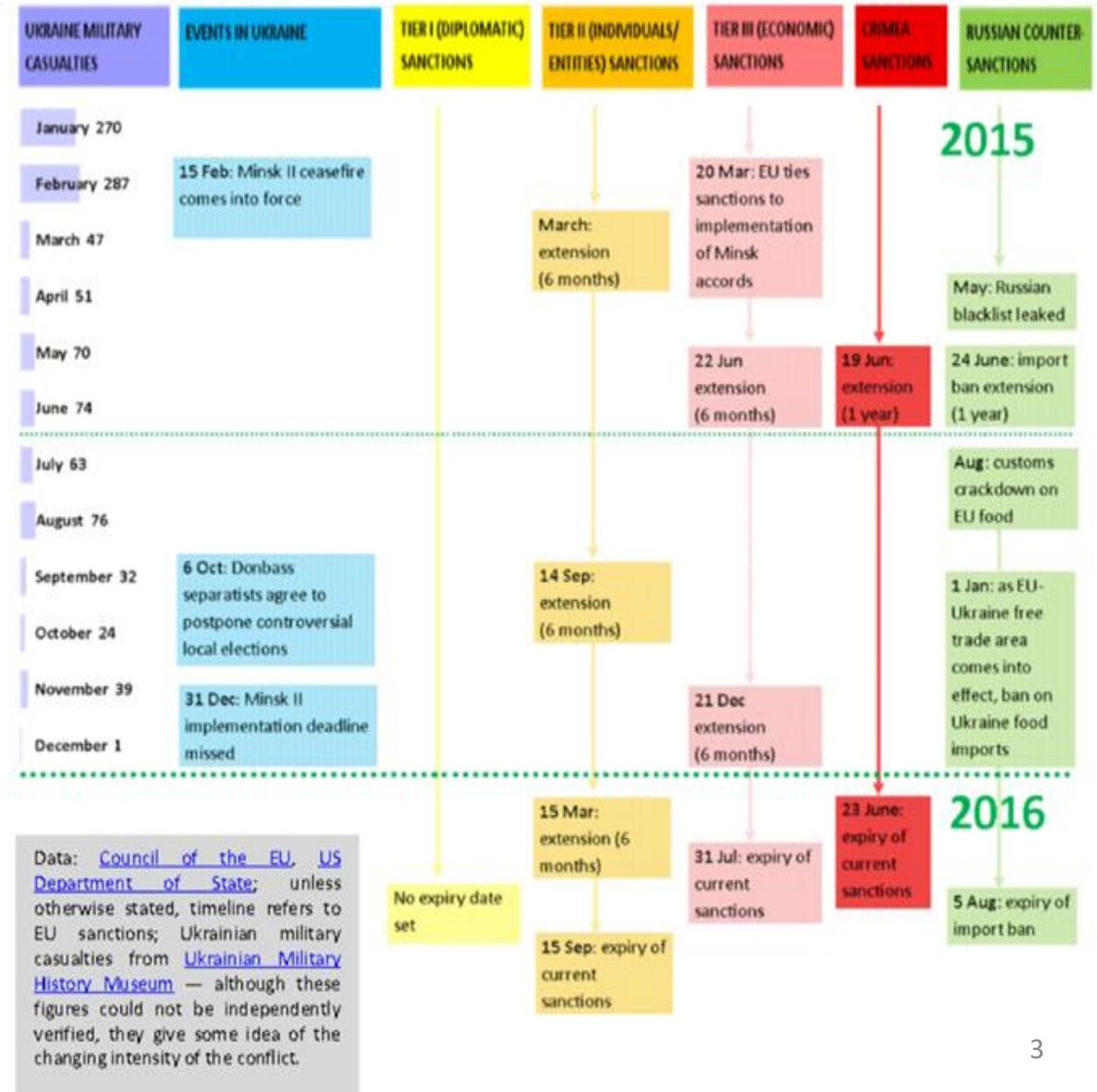


# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## Sanctions timeline, 2014-2016



## Sanctions timeline, 2014-2016



# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## *I. Nature et logique des sanctions*

- ❑ **La réponse des Européens aux menées russes en Ukraine s'inscrit dans la lignée des mesures prises par l'UE**, en matière de prolifération nucléaire ou de droits de l'Homme, ou comme instrument de gestion des conflits ou de situations de post-conflit, à l'encontre de pays ayant violé des normes internationales et faisant peser une menace sur la sécurité internationale et, en l'occurrence, sur celle des États-membres de l'UE
- ❑ **La légitimité du recours aux sanctions économiques et financières relève du bon sens** : l'accès aux ressources, technologies et marché nationaux est un privilège révocable, que les États n'accordent aux États tiers et à leurs ressortissants que sous condition, en particulier celle de ne pas desservir les intérêts de sécurité nationale ou de ne pas renforcer les capacités de nuisance d'États ou entités adverses.
- ❑ **La légalité internationale du recours aux sanctions à l'encontre d'un pays ne fait pas de doute**. Outre les traités en matière de droits de l'homme et de droit international humanitaire, les seules dispositions susceptibles de restreindre l'usage de mesures coercitives non-militaires par les États ressortissent des institutions de la gouvernance économique et financière. La légalité des mesures restrictives dans le domaine commercial repose sur l'exception liée à la sécurité nationale, prévue par l'article XXI du GATT, l'article XIV du GATS, l'article 73 du TRIPS.

# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## *I. Nature et logique des sanctions*

- **Les sanctions européennes suivent une logique diplomatique quadruple : signal, dissuasion, coercition, affaiblissement.**
- **Initialement politiques et symboliques** (interdiction de visas), les sanctions de l'UE se sont durcies après l'annexion de la Crimée et au vu de l'implication sournoise mais déterminée et, un temps, croissante de la Russie dans les menées séparatistes en Ukraine orientale.
- Au cours d'un premier épisode, **de mars à juillet 2014, la logique du signal** a prévalu.
- Les mesures négatives décidées par l'UE comportaient également, dès l'origine, **une dimension de « dissuasion »**.
- Avec la mise en œuvre, **depuis l'été 2014**, de mesures commerciales et financières sévères, **la dimension « coercition » est devenue déterminante.**
  - En mars 2015, le Conseil européen a lié la durée de ces restrictions économiques à la mise en œuvre complète des accords de Minsk.
  - Les mesures décidées pour une période limitée, ont été renouvelées par le Conseil européen. La dernière fois, le 15 septembre 2016, prorogeant les sanctions jusqu'au 15 mars 2017.
- **La dimension « affaiblissement »** le devient à son tour, la crise avec la Russie persistant et que les mesures restrictives étant maintenues.

## Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

### II. L'économie russe post-sanctions

#### Deux chocs exogènes ont affecté l'économie russe à partir de la mi-2014 :

- la baisse du prix du pétrole
- la montée des tensions géopolitiques en Ukraine, suite à l'annexion de la Crimée et de Sébastopol et au soutien armé de la Russie aux activités des séparatistes en Ukraine orientale.

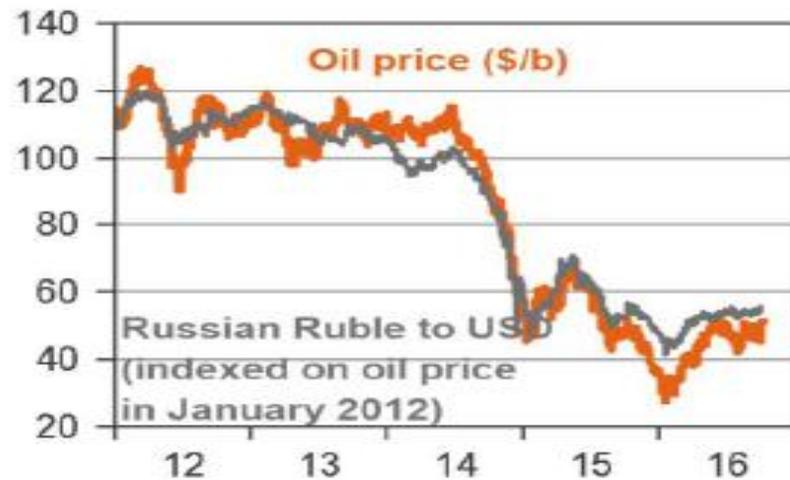
#### Le premier choc (la baisse du prix du pétrole) a appauvri la Russie :

- **en réduisant la rente énergétique.** Celle-ci a permis une augmentation du revenu réel par tête corrigé des termes de l'échange très supérieure au Pib réel par tête : près de 35% en 2014 (après un maximum de 40% en 2008 et encore en 2011).
- **en précipitant la chute du rouble** (corrélation rouble/dollar et prix du pétrole > 90%) :
  - 33% vs EUR début novembre 2016 par rapport à fin 2016,  
avec un minimum à – 38% fin en janvier 2015 et – 46% en février 2016.
- **ce qui a provoqué une forte bouffée d'inflation :**
  - + 6,5% en GA fin 2013, + 11,3 fin 2014, 13% fin 2015, 6,9% sur les 12 derniers mois jusqu'à septembre 2016.
- en précipitant **la chute de la bourse** (RTS, en USD) : - 33 % fin début novembre 2016 par rapport à fin 2013, après un minimum à – 49% en janvier 2015.

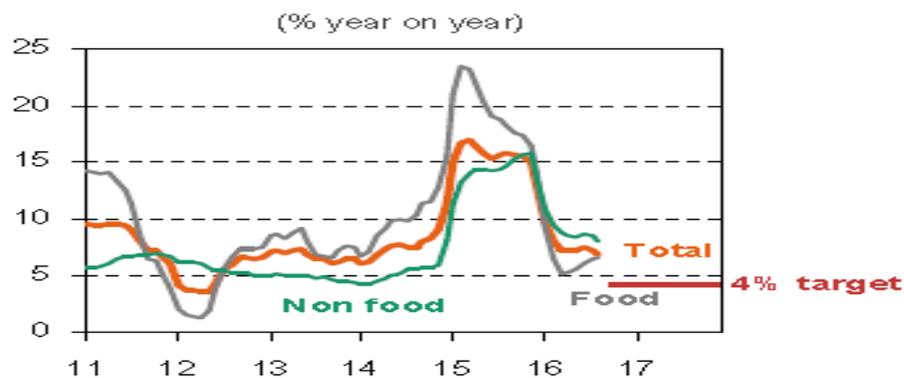
# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## II. L'économie russe post-sanctions

### Oil price and exchange rate

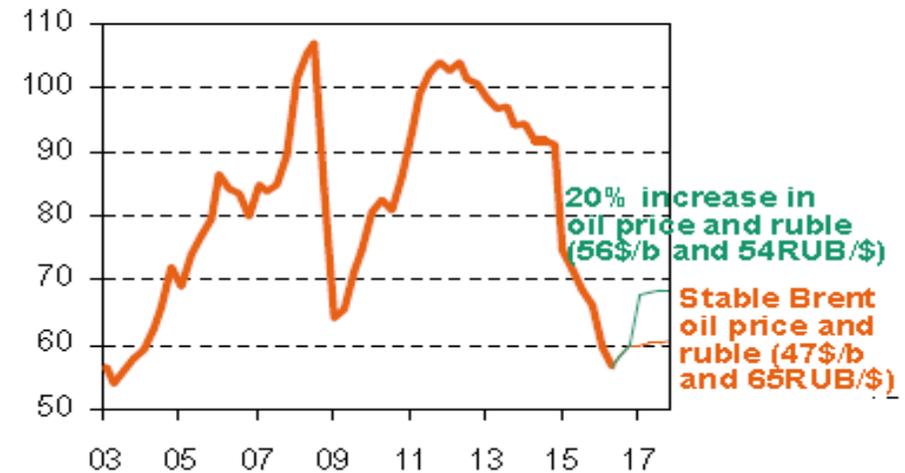


### Inflation



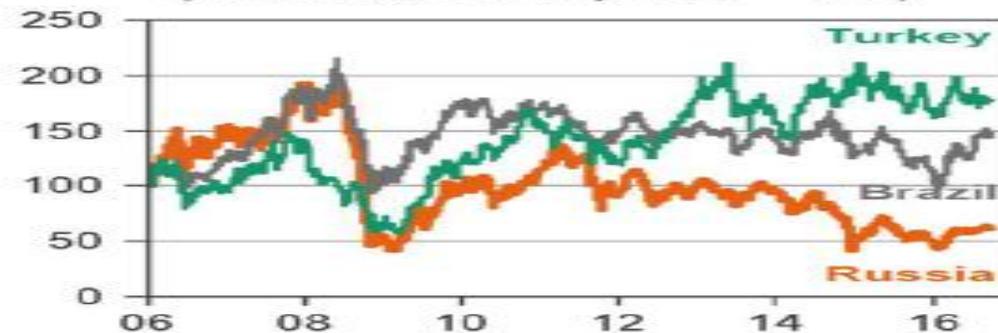
### Terms of trade

(2011 = 100)



### MSCI indices

(in dollars, January 2006 = 100)



# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

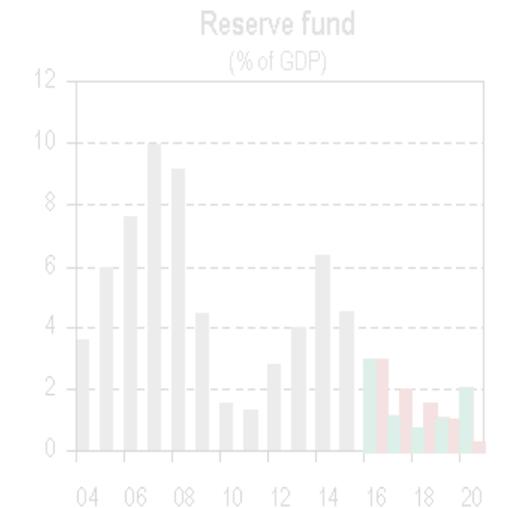
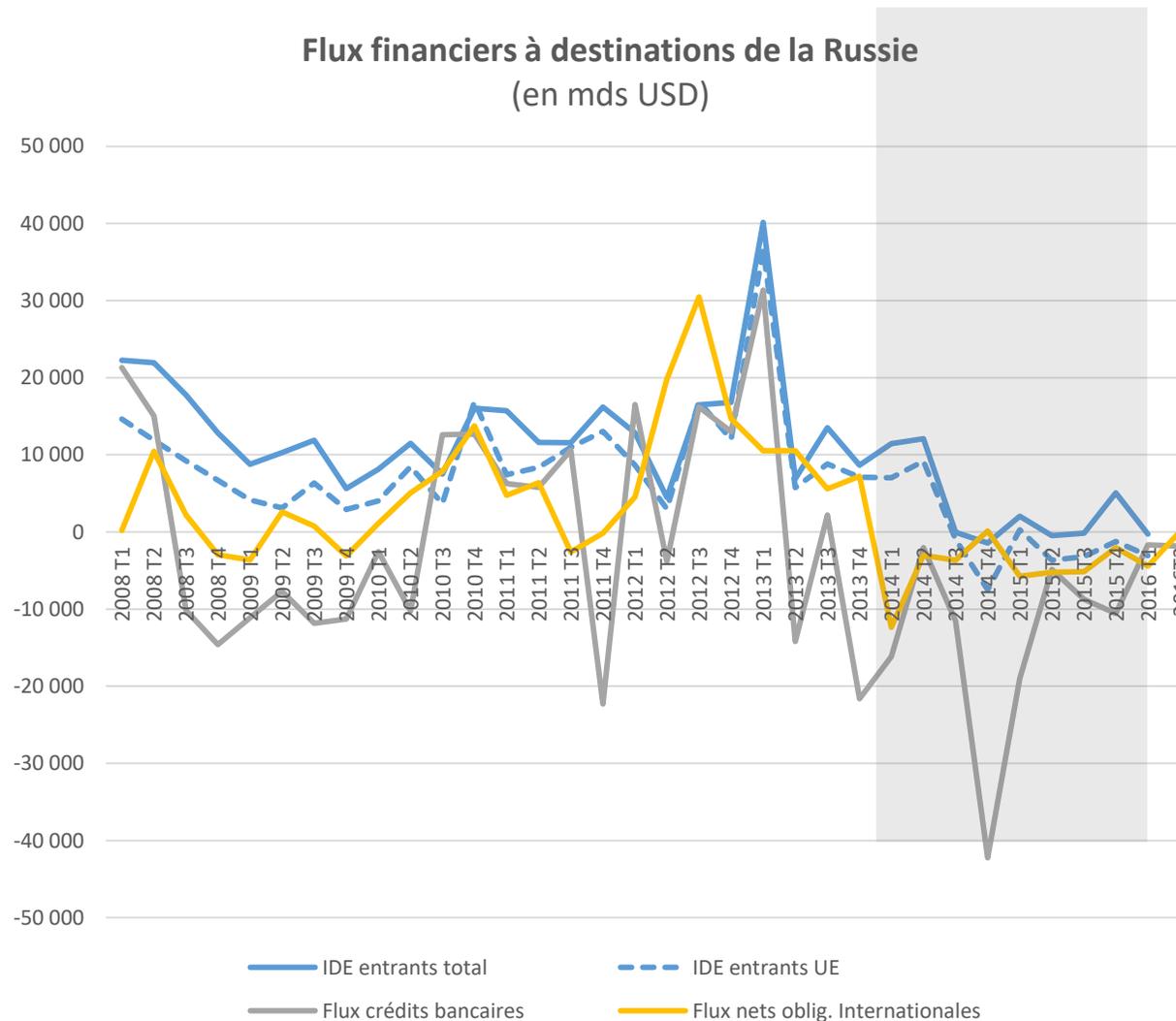
## II. L'économie russe post-sanctions

**Le second choc a sévèrement limité l'accès de la Russie aux financements internationaux.**

**Le repli des financements en provenance des pays de l'Ocde n'a pas été compensé par des entrées venant du reste du monde.**

**Les réserves de change ont reculé d'un quart.**

**Le fond de réserve a fait l'objet de tirages importants.**



# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## II. L'économie russe post-sanctions

Les deux chocs ont fortement pénalisé :

- la consommation privée :

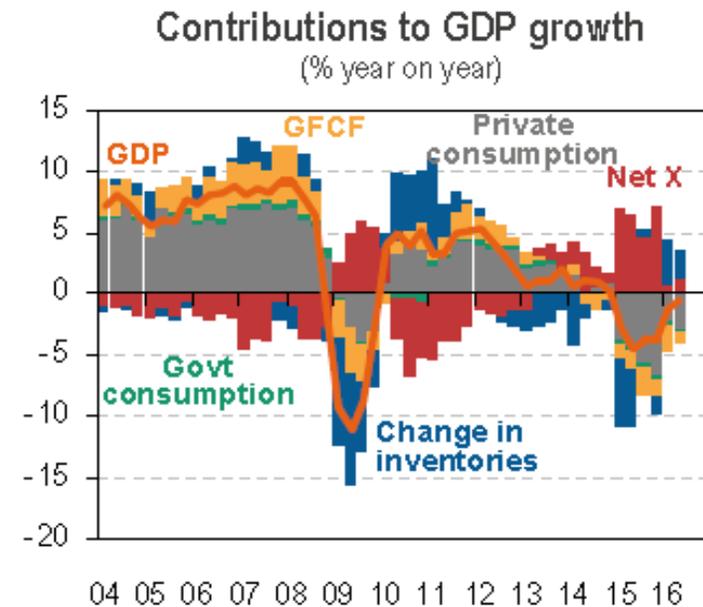
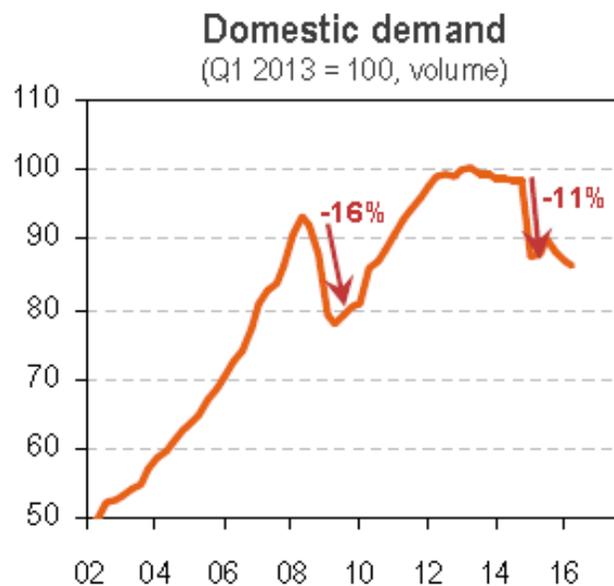
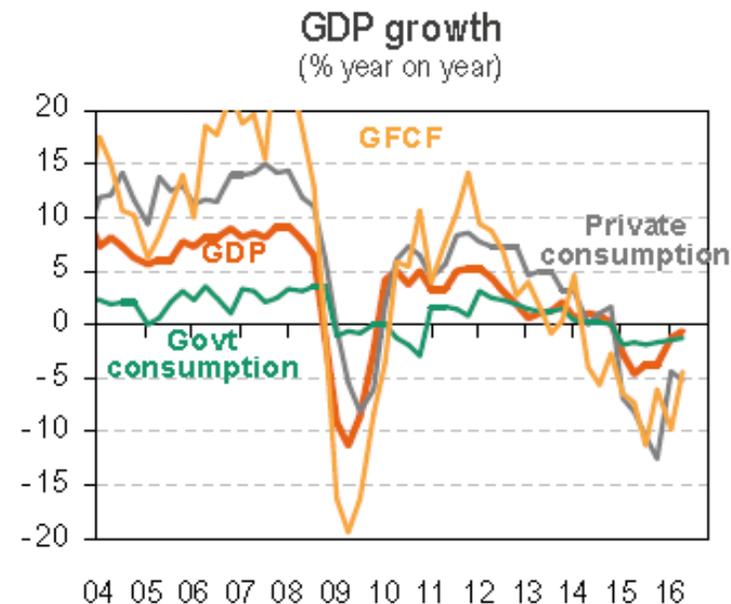
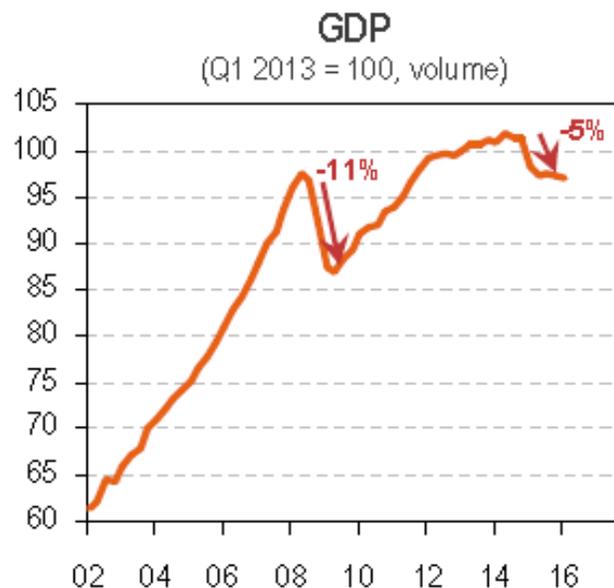
+ 4,3% en 2013, +1,5% en 2014, - 9,5% en 2015, - 4,5 % (p) en 2016 ; + 0,2% en 2017 (p)

- l'investissement total :

+ 0,3% en 2013, -3% en 2014, - 7,3% en 2015, - 5,1%(p) en 2016 ; +1,8 en 2017 (p)

La consommation publique a mieux résisté.

Au total, grâce à une contribution devenue positive du commerce extérieur (compression brutale des importations : -7,5% en 2014, -26% en 2015, - 6,3% (p) en 2016), le Pib a fortement reculé mais moins que la demande intérieure.



# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## III. L'impact des sanctions

### Estimations de l'impact des sanctions sur l'économie russe.

En novembre 2014, le ministre des finances russe estimait à 2% du Pib (40 Mds USD) et à 4-5 % du Pib l'impact de la baisse des prix du pétrole.

En janvier 2016, le ministre adjoint du développement économique Alexei Likhachev estimait à 2% de Pib le coût des sanctions européennes en 2015.

Selon le FMI, l'impact initial des sanctions se situe entre 1 et 1,5 points de Pib ; à plus long terme, l'impact cumulé pourrait atteindre 9 points de Pib.

Une étude confidentielle de la Commission estimait fin 2014 que les sanctions pourraient réduire le Pib russe de 0,6 point en 2014 puis 1,1 en 2015.<sup>2</sup>

Une étude économétrique réalisée par l'institut de conjoncture berlinois DIW s'essaye à identifier et chiffrer l'impact des sanctions sur l'économie russe.

Date	Actual data		Counterfactual		Difference	
	$y_t^{RU}$	$y_t^{EA}$	$y_t^{RU}$	$y_t^{EA}$	$y_t^{RU}$	$y_t^{EA}$
2014Q2	0,458	0,096	1,440	0,394	-0,982	-0,298
2014Q3	0,169	0,301	1,661	0,393	-1,492	-0,092
2014Q4	0,055	0,469	2,138	0,372	-2,084	0,097
2015Q1	-2,756	0,726	-0,243	0,682	-2,513	0,044
2015Q2	-2,204	0,424	0,245	0,372	-2,449	0,052
2015Q3	0,588	0,314	2,922	0,217	-2,333	0,096
Average					-1,976	-0,017

Elle estime à 2 points l'impact moyen des sanctions européennes sur la croissance trimestrielle du Pib entre le deuxième trimestre 2014 et le troisième trimestre 2015. En comparaison, l'impact macroéconomique sur la croissance de l'UE est non-significatif.

# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

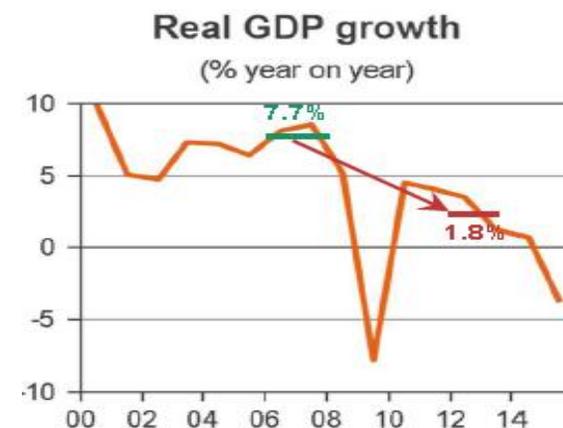
## III. L'impact des sanctions

Entre 2013 et 201, près de la moitié du recul des importations russes en provenance de l'Ocde (53% s'agissant de l'UE) consiste en "machines", autrement dit de biens d'équipement des ménages mais aussi biens d'équipement des entreprises.

La demande intérieure russe de biens d'équipement comporte une forte composante de valeur ajoutée importée : 70% pour la rubrique "machines", 50% pour les équipements de transport et le matériel électrique, 50% aussi pour les produits chimiques.

Le choc sur l'investissement qui a contribué à la recession russe est étroitement associé aux obstacles directs et indirects aux échanges levés par les sanctions aux importations et aux financements étrangers.

Le choc sur l'investissement ajoute aux facteurs en partie endogène d'érosion de la croissance tendancielle de l'économie russe, manifeste depuis la grande crise financière de 2007-2008.



# Les sanctions à l'encontre de la Russie. La poursuite de la paix par d'autres moyens

## Des sanctions efficaces ?

### Conseils aux voyageurs : Ukraine (extraits)

#### Zones formellement déconseillées

1. Il est formellement déconseillé de se rendre dans la zone du Donbass qui échappe au contrôle gouvernemental (certains secteurs des oblasts de Donetsk et de Lougansk), ainsi qu'aux abords immédiats de la ligne de contact. Des affrontements se déroulent dans ces zones et les bombardements sont fréquents sur la ligne de front par ailleurs fluctuante. L'accès aux zones échappant au contrôle gouvernemental est soumis à un régime spécial d'autorisation.

2. La zone frontalière avec la Russie : les autorités ukrainiennes interdisent l'accès du reste du pays aux étrangers entrés en Ukraine par la frontière ukraino-russe actuellement sous contrôle des séparatistes.

(Ministère des Affaires et du développement international, consulté le 29 octobre 2016)



Disengagement of troops areas on the Donbas situation map (red arrows)